



HAL
open science

Bismarck part en guerre contre “ l’ennemi intérieur ” : la social-démocratie

Anne Deffarges

► **To cite this version:**

Anne Deffarges. Bismarck part en guerre contre “ l’ennemi intérieur ” : la social-démocratie. Siècles : Cahier du centre d’histoire “ Espaces et cultures ”, 2010, Siècles - L’identification de l’ennemi, 31, pp.81-93. 10.4000/siecles.397 . hal-03826667

HAL Id: hal-03826667

<https://univ-fcomte.hal.science/hal-03826667v1>

Submitted on 24 Oct 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution 4.0 International License

Bismarck part en guerre contre « l'ennemi intérieur » : la social-démocratie

Anne Deffarges

**Édition électronique**

URL : <https://journals.openedition.org/siecles/397>

DOI : [10.4000/siecles.397](https://doi.org/10.4000/siecles.397)

ISSN : 2275-2129

Éditeur

Centre d'Histoire "Espaces et Cultures"

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2010

Pagination : 81-93

ISBN : 978-2-84516-562-5

ISSN : 1266-6726

Référence électronique

Anne Deffarges, « Bismarck part en guerre contre « l'ennemi intérieur » : la social-démocratie », *Siècles* [En ligne], 31 | 2010, mis en ligne le 05 février 2013, consulté le 11 juin 2022. URL : <http://journals.openedition.org/siecles/397> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/siecles.397>

Anne DEFFARGES

Maître de conférences en civilisation allemande
Centre d'Histoire « Espaces et Cultures », Clermont Université,
Université Blaise-Pascal, EA 1001

BISMARCK PART EN GUERRE CONTRE « L'ENNEMI INTÉRIEUR » : LA SOCIAL-DÉMOCRATIE

À partir de son unification et malgré les crises économiques qui secouent bientôt tous les pays développés, l'Allemagne connaît un développement industriel spectaculaire. Tout semble enfin réussir à ce pays si longtemps morcelé, entravé, déchiré entre tendances et aspirations contradictoires. À l'intérieur, les dirigeants multiplient les cérémonies censées exalter le sentiment national ; parallèlement, ils désignent à la vindicte les personnes à traiter en citoyens de seconde zone, voire en « ennemis de l'Empire ».

L'une des principales constantes de la politique intérieure du Reich dès l'origine et jusqu'au début du xx^e siècle est l'opposition acharnée, parfois rageuse, au parti social-démocrate. À la fin des années 1860, en voyant Bismarck en passe de résoudre enfin la question nationale, des fractions de la bourgeoisie cessent de s'opposer à lui et renoncent même en partie à leurs ambitions politiques pour consacrer au développement économique l'essentiel de leur énergie ; ce retournement permet au

chancelier de cesser de ménager la classe ouvrière. Dès 1870, le pouvoir mène une guerre impitoyable contre le parti qui se veut le représentant naturel des ouvriers, le parti social-démocrate, considéré comme un adversaire irréductible et le plus dangereux de tous.

Quelles raisons justifient l'acharnement du pouvoir ? Pour comprendre cette hostilité, il faut rappeler que la Commune de Paris est contemporaine de la fondation du Reich. Au moment où la plus grande partie de la bourgeoisie et le pouvoir enterrent la hache de guerre pour construire enfin un État national, la question sociale revient sur le devant de la scène avec fracas – sous la forme d'une insurrection. Pour un Bismarck qui, depuis 1848, avait la phobie des révolutions, cet événement extraordinaire est en soi un traumatisme, aggravé par le fait que les dirigeants sociaux-démocrates allemands saluent cette calamité avec enthousiasme, comme s'ils se préparaient à faire subir le même sort à Berlin.

Dans les années qui suivent, les succès électoraux et organisationnels fulgurants de la social-démocratie, qui dans les grandes villes rassemble dès 1874 autour de 40 % des suffrages, donnent à penser au pouvoir qu'elle représente un vrai danger. Les premiers mots du *Manifeste du Parti communiste*, « Un spectre hante l'Europe », restés telle une formule faisant sourire ses adversaires, semblent acquérir une réalité tangible en Allemagne, où le pouvoir commence à penser qu'il va falloir trouver une réponse à la mesure du danger.

Les formes de la répression

En vigueur entre 1878 et 1890, alors que le *Kulturkampf* dirigé contre les catholiques allemands s'est apaisé, les lois dites antisocialistes répriment durement le parti. Lorsque le pouvoir veut les faire voter, il se décide à frapper durement, sachant qu'il ne sera pas si facile d'obtenir l'assentiment de l'opinion et le vote d'une majorité de députés. Longtemps en effet, la majorité des députés est opposée à des lois d'exception (en particulier les libéraux et des catholiques du parti du Centre) et Bismarck a déjà été mis en échec sur cette question par deux fois, en 1874 et 1875. En 1878, il utilise l'émotion causée par deux attentats successifs contre le

vieil empereur, les instrumentalisant pour en accuser à tort le SPD, assimilé à une dangereuse organisation terroriste menaçant la liberté publique. À l'issue d'une campagne très violente, en septembre, Bismarck obtient enfin une majorité pour sa loi d'exception.

L'objectif du pouvoir est de détruire le SPD : ses structures, les syndicats et associations proches ou rattachés au parti, sont dissoutes, toutes ses activités interdites, ses journaux et ses biens saisis ; la répression est même étendue à de vagues sympathisants traités en parias et condamnés à des amendes, voire à des peines de prison ; des centaines d'entre eux sont chassés de leur domicile et interdits de séjour... Au cours de la première année d'application de cette loi, les tribunaux prononcent six cents années de réclusion. La « guerre » est également économique, des milliers d'ouvriers sont licenciés, placés sur des listes noires, les entrepreneurs incités à faire signer des déclarations sur l'honneur d'hostilité au socialisme. Des députés, comme August Bebel, sont suivis en permanence par des policiers en civil dès qu'ils mettent un pied en dehors du Reichstag.

Bien avant cette loi, dès la création du Reich (et donc celle à peu près contemporaine du SPD), la justice fut constamment sollicitée pour tenter de limiter le rayonnement des socialistes. La répression contre le mouvement ouvrier organisé a été permanente, durcie et assise sur des bases légales pendant les douze années de lois d'exception, mais présente et menaçante dès l'origine et toujours après la levée de ces lois. Pour Frank Olivier Sobich,

« l'antisocialisme de l'ère wilhelmienne fut une idéologie caractéristique de l'Empire wilhelmien lui-même ; le sentiment d'hostilité envers le socialisme dominait tout et influença nombre de décisions politiques et d'évolutions sociales de l'Empire. L'Empire n'était pas marqué seulement par un “ cauchemar des coalitions ” [en français dans le texte, NDT], c'est-à-dire le cauchemar d'une alliance entre les adversaires extérieurs, mais également par un “ cauchemar des révolutions ”¹ ».

Le 5 septembre 1870, tandis que le pouvoir réfléchissait aux moyens de justifier la poursuite de la guerre, les sociaux-démocrates faisaient paraître un manifeste qui disait leur enthousiasme républicain et

1. Frank Oliver SOBICH, « *Schwarze Bestien, rote Gefahr* ». *Rassismus und Antisozialismus im deutschen Kaiserreich*, Francfort/M., 2006, p. 145. Trad. A. Deffarges.

2. « *Es lebe die Republik !* »

3. August BEBEL, *Ausgewählte Reden und Schriften*. Horst Barthel (éd.), t. 1, Berlin, 1978, p. 674. Comme on verra plus loin, Bismarck lui-même y fit référence encore en 1878 pour justifier la mise en place des lois antisocialistes. Sur les réactions qu'il suscita au Reichstag (hilarité et consternation), voir Franz MEHRING, *Geschichte der deutschen Sozialdemokratie*, t. 2 (1863-1891), Berlin, 1960, p. 387-388 et Jacques DROZ, *Le socialisme allemand de 1863 à 1918*, Paris, s. d., p. 11 et enfin Ernst SCHRAEPLER, *August Bebel. Sozialdemokrat im Kaiserreich*, Goettingue, 1966, p. 33.

se terminait par ces mots : « En Allemagne aussi, un jour retentira ce cri de joie : Vive la République² ! » Ils se montraient là très peu préoccupés de solidarité nationale. Cette phrase fut interprétée comme preuve de l'« aide active apportée à l'ennemi de la nation » et, dès le 9 septembre, les dirigeants étaient arrêtés, conduits ligotés à travers la ville puis condamnés à plusieurs mois de prison. À peine libérés, les principaux responsables, dont August Bebel, Wilhelm Liebknecht et Adolf Hepner furent à nouveau arrêtés sur instruction du ministre de l'Intérieur prussien von Eulenburg bien qu'il y eût peu d'éléments à charge : accusés de « préparatifs de haute trahison », ils passèrent plusieurs mois derrière les barreaux en détention préventive ; c'est de là qu'ils vécurent la fondation du Reich. Bebel était encore détenu lorsqu'en mars 1871 il fut élu député contre le célèbre libéral Hermann Schulze-Delitzsch. Il devenait ainsi le seul social-démocrate du premier Reichstag allemand. Le discours de solidarité avec la Commune qu'il y prononça le 25 mai 1871 fit couler beaucoup d'encre ; il se terminait par ces mots : « Le cri de guerre du prolétariat parisien : « Guerre aux palais, paix aux chaumières, mort à la misère et à l'oisiveté » deviendra le cri de guerre de l'ensemble du prolétariat européen. » Tandis qu'il était interdit aux socialistes, pendant des années, de faire la moindre allusion à la Commune, ce passage fut souvent cité et utilisé par leurs adversaires pour démontrer les penchants terroristes du SPD³.

En 1872, plusieurs dirigeants furent condamnés par la Cour suprême à trois ans de forteresse à la suite de déclarations en faveur de la Commune. Mais à partir de 1874, avec les rapides succès électoraux et organisationnels des socialistes, les poursuites judiciaires devinrent continues. Combien de journaux censurés, d'adhérents inquiétés ? La police, la justice étaient à l'affût en toutes circonstances pour entraver leur progression et les faire enfermer, et lorsque la loi n'y suffisait pas, on y ajoutait un paragraphe. Les lois antisocialistes des années 1878 à 1890, souvent présentées comme une parenthèse douloureuse, furent en réalité celles d'une intensification, de la systématisation d'une répression déjà permanente. Et après qu'elles ont été levées, le mouvement socialiste a continué à vivre dans la crainte constante et fondée de nouvelles moutures de la loi, car après 1890 également, même si les lois d'exception étaient

officiellement abolies, la situation des adhérents resta précaire et la répression importante. À deux reprises au moins dans la décennie 1890, le pouvoir réfléchit sérieusement à mettre en vigueur de nouvelles lois d'exception⁴.

Les mesures répressives s'accompagnent d'une offensive idéologique. Après 1890, l'Église, l'école et l'armée sont ouvertement appelées à la rescousse pour combattre le socialisme et l'appareil idéologique est complété par la création de sociétés sportives et de gymnastique pour concurrencer celles d'obéissance socialiste. Une littérature de gare à destination des classes inférieures, apparemment apolitique, souvent nationaliste, sert également dans ce combat⁵. L'adversaire politique doit prendre, aux yeux du public, les traits d'un dangereux criminel.

Les prétextes : comment l'ennemi est désigné

Le socialisme comme retour à la barbarie

Depuis fort longtemps, l'image des pauvres véhiculée dans les couches dominantes et au travers de la littérature est essentiellement négative. Associés à la saleté et à la fainéantise, ils apparaissent mus non par la raison, mais par leurs instincts et leurs pulsions⁶. Dans l'Allemagne des débuts de la colonisation, les Africains sont souvent peints eux aussi comme à moitié humains, tels des êtres primitifs aux réactions imprévisibles. Le nombre de traits que, dans cet imaginaire, les pauvres⁷ partagent avec les « sauvages » est frappant. Encore ces derniers pouvaient-ils parfois être « bons », tandis que saleté, brutalité, roublardise caractérisaient fondamentalement les classes populaires. Le petit peuple dominé par ses instincts, sa sexualité débridée, était censé être disposé à tout instant à déposer son léger vernis de morale et de culture pour retomber à l'état sauvage. En 1890, le jeune pasteur Paul Göhre, qui voulait connaître le monde ouvrier de l'intérieur, décidait d'y plonger en anonyme : il travailla en usine onze heures par jour, partagea pendant quelques mois les logements des prolétaires et leurs rares loisirs. Son

4. Karl-Ludwig GÜNSCHE, Klaus LANTERMANN, *Verbieten, aussperren, diffamieren. Hundert Jahre Sozialistengesetz und verwandte Praktiken*, Cologne, 1978.

5. Citons le recueil de nouvelles *Unter dem roten Zwang !* [*Sous la terreur rouge*], 1894, de C. CROME-SCHWIENING, ou *Der Werth der Sozialdemokratie für die Arbeiterschaft*, paru pendant la campagne électorale de 1903.

6. Il existait un mépris, si ce n'est une forme de racisme anti-pauvres. Dans sa thèse soutenue en 2006 à l'université de Brême, F. O. SOBICH (cf. note n° 1) parle d'un « racisme de classe » (« *Klassen-Rassismus* »).

7. Ou le quatrième état, comme on disait : *der vierte Stand*.

8. Paul GÖHRE, *Drei Monate Fabrikarbeiter und Handwerksbursche*, Leipzig, 1891. Il fit école, le reportage de Minna WETTSTEIN-ADELDT paraissait deux ans plus tard dans la même veine : *Drei einhalb Monate Fabrikarbeiterin*, Berlin, 1893.

9. Un grand journal conservateur écrivait : « Nous sommes mieux renseignés sur la vie des peuplades à demi sauvages de l'Afrique que sur celles des couches les plus modestes de notre propre nation. » Cité par August Bebel dans sa préface à Adelheid POPP, *La jeunesse d'une ouvrière*, Paris, 1979, p. 11.

10. « *Das Buch schlug ein ; es ward verschlungen [...] / man war verblüfft; nicht abzuweisen / war ja [...] der Vorwurf, dass Entdeckungsreisen / man jetzt im eignen Volke macht. Ihr kennt die Schwarzen, die sich weiden / am grellen Glanz des Tropenlichts. / Vom eignen Volk und seinen Leiden, / von seinem Leben wisst ihr nichts.* » (Rudolf LAVANT, « Drei Monate Fabrikarbeiter », *Der wahre Jakob*, n° 132, 1891, p. 51-52).

11. Ou l'expression de leur visage était « horrible » (*grausam*, comme dans le roman de Fritz VON DER KYRBURG, *Aus einer kleinen Garnison*, Braunschweig, 1903).

86

12. Cf. *infra*.

13. Cité dans F. O. SOBICH, « Schwarze Bestien... », *op. cit.*, p. 174.

14. *Mörder, Meuchelmörder, Königsmörder, Terroristen*, etc.

témoignage eut un retentissement énorme, on s'arrachait l'ouvrage⁸, nombre de lecteurs eurent l'impression qu'un monde étranger se découvrait à eux, parfaitement inconnu bien qu'il se trouvât devant leur porte⁹. Rudolf Lavant rédigea un pamphlet qui parut dans le journal satirique socialiste *Der wahre Jakob*, dans lequel il mettait le doigt sur le fait que, maintenant, les explorateurs pouvaient mener leurs expéditions dans leur propre peuple, qu'on connaissait moins bien que certaines peuplades lointaines¹⁰.

Si les sauvages et les pauvres partageaient nombre de caractéristiques, les ouvriers combatifs et les sociaux-démocrates étaient eux aussi affublés des mêmes attributs et, circonstance aggravante, s'ils étaient imprévisibles, sanguinaires et fauteurs de troubles, ils l'étaient délibérément. Dans les romans antisocialistes des années 1880 et 1890, les socialistes avaient souvent quelque chose de bestial¹¹ quand ils n'étaient pas carrément comparés à des animaux : bêtes de proie ou tas de fourmis (à écraser, l'image se trouve à plusieurs reprises chez Bismarck¹²). Leur dénier toute humanité devait désamorcer tout sentiment de compassion. Ils étaient les agresseurs qui mettaient en danger l'ordre social. L'image grossièrement négative, jusqu'à être caricaturale, avait pour fonction de faire peur, de provoquer l'aversion permettant la mise en quarantaine puis la répression. Le pouvoir se mettait en scène comme la victime du mouvement socialiste, qui était non pas l'ennemi de l'État, mais « le pire ennemi du peuple allemand », voire « une maladie qui dévore le peuple de l'intérieur¹³ ».

Après le premier attentat contre Guillaume I^{er}, le 11 mai 1878, la répression et le vocabulaire qui l'accompagnent connaissent une escalade. En public, les termes désignant les socialistes sont désormais tous les dérivés de meurtriers, régicides et terroristes¹⁴. Après le deuxième attentat du 2 juin, au cours duquel le vieil empereur est gravement blessé, les coups pleuvent. Le soir même, les journaux ont rendu justice, ils relaient l'information selon laquelle le coupable est membre de la social-démocratie. Les faits ont beau montrer le contraire, cette version est systématiquement répétée

et diffusée, et la social-démocratie est désignée comme commanditaire de l'attentat¹⁵.

En juin et juillet, avant le vote de la loi, la social-démocratie déjà traitée en criminelle subit diffamations, interdits et condamnations. En quelques semaines, 563 personnes sont dénoncées pour outrage à majesté : parmi elles, 521 personnes se partagent 812 années de prison. Un exemple témoigne du climat régnant : un tailleur en état d'ébriété, pris à marmonner que l'empereur Guillaume est mort, est condamné à deux ans et demi de prison¹⁶. L'écrivain Paul Kampffmeyer évoque dans ses souvenirs l'ambiance de nervosité extrême, le sentiment d'insécurité générale. Les sociaux-démocrates n'étaient plus qu'un « groupe de bandits », les informations propagées faisaient craindre la présence de meurtriers et de leurs complices en tous lieux, tous liés à la social-démocratie¹⁷. L'ambiance créée tient du pogrom, les sympathisants se détournent en masse du parti. Bebel aussi évoque la propagande orchestrée après les attentats :

« Il [Bismarck] voulait exciter la population à une haine fanatique contre la social-démocratie. Dans le camp adverse, désormais le parti ne s'appelait plus que le parti des assassins, de ceux qui veulent tout détruire, qui volent au peuple sa foi en Dieu, en la royauté, en la famille, qui le privent de la foi dans le mariage et dans la propriété privée¹⁸. »

Un ouvrage a fait grand bruit à cette époque, *Der Socialismus und seine Gönner* (*Le Socialisme et ses bienfaiteurs*), du célèbre historien national-libéral Heinrich von Treitschke, qui était aussi député et très hostile au SPD. On peut y lire par exemple : « [Le socialisme, c'est] la négation par principe de tout ce qui élève l'homme au-dessus de l'animal » ; et dans un texte de 1878 au titre sans équivoque, *Le socialisme et l'assassinat* : « La social-démocratie est devenue une école du crime¹⁹. » On essaya aussi de faire de ces terroristes des boucs émissaires commodes. Comme le rapporte l'historien Hans-Ulrich Wehler :

« Depuis 1878 au plus tard, “le spectre rouge hantait jusqu'à la brasserie la plus reculée”. Aussi, sans scrupules et avec détermination, le gouvernement Bismarck cherchait-il à tirer profit de ces craintes qui gagnaient du terrain depuis le *Vormärz* et à faire porter aux sociaux-

15. Voir Franz MEHRING, *Geschichte der deutschen Sozialdemokratie*, *ibid.*, p. 492-500 et l'article de Klaus TENFELDE, « Bismarck und die Sozialdemokratie » dans Lothar GALL (dir.), *Otto von Bismarck und die Parteien*, Paderborn-Munich-Vienne, etc., 2001, p. 111-137.

16. F. MEHRING, *op. cit.*, p. 500.

17. Paul KAMPFFMEYER, *Unter dem Sozialistengesetz*, Berlin, 1928.

18. August BEBEL, *Ausgewählte Reden und Schriften*, t. 6, Berlin, 1983, p. 483. Trad. A. Deffarges.

19. Heinrich VON TREITSCHKE, *Der Socialismus und seine Gönner*, Berlin, 1875. En allemand : « *Der Socialismus ist die grundsätzliche Verleugnung Alles dessen, was den Menschen über das Thier emporhebt* » ; « *Die Sozialdemokratie ist zu einer Schule des Verbrechens geworden.* »

20. Hans-Ulrich WEHLER, *Das Deutsche Kaiserreich 1871-1918*, Goettingue, 1994, p. 87. Trad. A. Deffarges.

21. En allemand : « *Rückfall in die Barbarei, in den tierischen Urzustand der rohen Naturvölker* », dans F. O. SOBICH, « Schwarze Bestien [...] », *op. cit.*, p. 160.

22. On disait littéralement « qui craint le travail » : *arbeitsscheu*.

23. « *Ein feistes Dasein in nahe Aussicht... die vollkommene Faulheit... Ein faules und sattes Schlaraffenleben.* »

démocrates la responsabilité de la dépression économique persistante. “Tant que nous n’aurons pas écrasé définitivement la fourmière communiste par notre législation interne”, répétait inébranlablement le chancelier, “nous ne connaissons pas d’expansion”. Cet “écrasement” devait être rendu possible par la loi antisocialiste²⁰. »

Les socialistes assimilés à des monstres, leurs idéaux étaient également mis en relation avec la préhistoire ou avec les sociétés dites primitives. Pour Ernst Haeckel, le socialisme « signifierait le retour à la barbarie, à l’état originel animal des peuplades primitives²¹ ». Il y a une certaine ironie à rapprocher l’énorme travail culturel réalisé par la social-démocratie en milieu ouvrier de l’argumentation de ses détracteurs, qui mettaient systématiquement l’accent sur l’inculture, l’arriération, le caractère primitif du milieu social-démocrate.

Le socialisme comme dépravation

En plus d’être primitifs, les sociaux-démocrates partageaient, selon leurs contempteurs, avec les prolétaires et les pauvres d’autres traits déterminants, dont la paresse. À une époque où on travaille dès l’enfance, puis entre onze et quinze heures par jour six jours par semaine, les ouvriers sont décrits comme des fainéants²² accusés de ruiner la société par leur paresse. Les grèves pour réduire le temps de travail ou obtenir des pauses sont interprétées comme l’expression de leur indolence. Ce même trait de caractère, une forme d’insouciance, leur évite de penser au lendemain et d’épargner, c’est pourquoi ils sombrent si rapidement dans la misère. Pour leurs détracteurs, les sociaux-démocrates sont pour leur part des démagogues qui s’appuient sur ce penchant détestable et lui donnent une justification théorique. Leur idéal le plus élevé est de ne rien faire d’utile, de jouir des plaisirs de la vie... Dans *Le Socialisme et ses bienfaiteurs*, Treitschke explique que la social-démocratie offre aux travailleurs comme « programme immédiat [...] une vie oisive et repue en pays de cocagne²³ ».

L’abus d’alcool est également souligné sans cesse et jugé sévèrement, présenté comme une autre cause de la situation dégradée des milieux populaires. Militants socialistes et pauvres étaient tous montrés

du doigt comme incontrôlables, le cerveau embrumé par l'alcool. La lutte constante menée par les socialistes contre l'alcoolisme n'était pas davantage prise en considération²⁴. Les pauvres qui ne connaissaient nulle mesure en usaient naturellement de même avec les choses du sexe. C'est là une autre antienne répandue indistinctement sur les sauvages, les pauvres et les sociaux-démocrates : amoraux, ils auraient une vie sexuelle débridée. À une époque où la fréquentation de prostituées n'est pas chose inhabituelle dans les milieux bourgeois, certains hommes se disaient incommodés, voire choqués par la (relative) liberté sexuelle régnant dans les milieux populaires. Ils avançaient également que si les pauvres dominés par leurs obsessions sexuelles trouvaient l'énergie de s'y livrer, cela révélait que leur condition n'était pas si pénible qu'on voulait bien le dire. Mais ce goût immodéré était cause du nombre élevé de naissances, qui à son tour provoquait la misère. L'organisation sociale était dédouanée : les pauvres provoquaient leur propre misère.

Pour les sociaux-démocrates, leurs adversaires allaient plus loin : dépravés, sexuellement pervertis, ils ne respectent ni morale ni religion – quand ils ne sont pas taxés de pornographie. Les romans antisocialistes faisaient des variations sur le même type de schéma : un Premier Mai, un père social-démocrate préféra aller manifester que de veiller son enfant malade – l'enfant fut emporté par la maladie. Ailleurs, un naïf idéaliste tout juste arrivé de sa campagne suivait le parti et se retrouvait en prison avant d'avoir compris ce qui lui arrivait et ses camarades l'abandonnaient sans états d'âme à son triste sort²⁵. Il s'agit dans ces romans de discréditer moralement les socialistes qui, en plus d'être fainéants et violents, sont profiteurs et hypocrites, leurs préceptes de solidarité n'étant que phrases creuses pour permettre aux dirigeants de s'enrichir et de mener grand train sur le dos des ouvriers. En effet le but est aussi d'enfoncer un coin entre ouvriers et militants, les premiers étant abusés par les seconds. Mais les romans antisocialistes étaient tellement moralisateurs, caricaturaux, le dénouement si prévisible qu'on peut douter de leur efficacité. Quant au fond, alcoolisés, incendiaires, dépravés, meurtriers, il n'y avait là rien que de conforme à l'imagerie véhiculée de l'autre côté du Rhin, en France, contre tous les insurgés du XIX^e siècle.

24. En témoigne par exemple la série d'articles de Karl KAUTSKY parus dans la revue théorique *Die Neue Zeit* : « Der Alkoholismus und seine Bekämpfung », IX, vol. 2, 1891, p. 1-8, 46-55, 77-89 et 105-116.

25. F. O. Sobich en particulier a analysé nombre de ces romans antisocialistes, cf. F. O. SOBICH, *op. cit.*, p. 159-169, et pour les deux romans évoqués ici, p. 161-162. On peut citer encore, dans le même esprit, le journal fictif d'un social-démocrate après la révolution : Eugen RICHTER, *Sozialdemokratische Zukunftsbilder*, Berlin, 1891.

26. « Die bekannte "Freie Liebe" der Sozialisten » sei « kothgeborene Göttin des Bordells » dans H. VON TREITSCHKE, *Der Socialismus [...], op. cit.*, p. 71.

La lutte contre l'idéologie socialiste. Mettre en place une contre-propagande

Au-delà des amalgames, la préoccupation des gouvernants à la fin du XIX^e siècle est de tenter d'influencer les « prolétaires », de les soustraire à l'influence néfaste des socialistes, donc de présenter les militants sous les traits les plus sombres et, si possible, comme les adversaires des ouvriers. Pour cela, il ne suffit pas d'en faire des portraits peu flatteurs au plan moral et comportemental, il s'agit de discréditer également leur idéologie. Une campagne de contre-propagande est alors lancée.

L'athéisme des socialistes leur est vivement reproché. Non contents d'être sans-patrie, ils sont des sans-Dieu. L'absence revendiquée de dieu est interprétée comme une cause des autres défauts et le matérialisme (philosophique) sciemment présenté comme l'incapacité à avoir un idéal comme signe de bassesse morale. Aux socialistes est reproché ensuite leur engagement féministe, interprété comme une invitation générale à la débauche. *La Femme dans le passé, le présent et l'avenir*, ouvrage de Bebel datant de 1879, plus connu sous le titre *La femme et le socialisme*, devint rapidement l'un des principaux livres de chevet de générations de socialistes. Il connut 52 éditions du vivant de Bebel, dont huit pendant les lois antisocialistes, alors qu'il était interdit. Il y dénonçait « la plus vieille oppression du monde », prônait l'émancipation de la femme et l'égalité avec les hommes. Le livre devint une cible privilégiée de tout ce que le pays comptait de conservateurs et de rétrogrades. Indignés, ils reprenaient inlassablement les discours et images sur les pétroleuses, la révolution était une furie et ses protagonistes femmes, des prostituées. Certains glissaient de l'émancipation des femmes à leur émancipation des liens sacrés du mariage, donc à l'apologie de l'amour libre : une femme libérée ne pouvait être qu'une « putain ». Les femmes qui avaient recours à l'avortement étaient des criminelles et les mêmes s'horrifiaient qu'elles soient encouragées (selon eux) par le SPD. Pour Treitschke, « L'«amour libre» cher aux socialistes est un dieu né des excréments du bordel²⁶ ». Les sociaux-démocrates voudraient « la destruction de la famille », alors même que les dirigeants socialistes vivent à peu près tous maritalement

et ne choquent en rien, par leur comportement, les mœurs de l'époque. Entre interdiction de séjour et emprisonnement, de nombreuses familles de militants socialistes sont brisées. Jeune mariée, la responsable socialiste Adelheid Popp fait un séjour en prison pour avoir fait de l'agitation contre... l'institution du mariage²⁷.

Enfin et par-dessus tout, les socialistes allemands sont honnis parce que « sans-patrie ». S'il est un aspect sur lequel le pouvoir en place ne pouvait transiger, c'est bien l'internationalisme, non seulement proclamé, mais réellement mis en œuvre par les socialistes. Refuser la solidarité nationale, s'opposer à la poursuite de la guerre à partir de septembre 1870, puis à l'annexion de l'Alsace-Lorraine, était proprement impardonnable. C'était troubler le sentiment de communauté nationale. Il était pourtant difficile de ne pas céder au nationalisme. Edouard Bernstein, alors jeune employé de banque et pas encore socialiste (il sympathisait avec le Parti du Progrès), fut littéralement jeté hors d'une taverne parce qu'il ne se joignait pas aux cris de haine anti-Français²⁸. Le SPD ayant apporté son soutien plein et entier à la Commune depuis la tribune du Reichstag, Bismarck expliqua plus tard qu'il comprit à cette occasion que, face à la social-démocratie, le pouvoir se trouvait en état de légitime défense²⁹. C'est donc bien là, pendant « l'année terrible », que se posent les fondements de la haine durable du pouvoir contre la social-démocratie ; son internationalisme au moment de l'invention de la nation est en quelque sorte son péché originel, celui que, pour les courants conservateurs, elle ne finira jamais d'expier.

Les sociaux-démocrates stigmatisés comme « sans patrie » deviennent aussi « ennemis du Reich », « antinationaux », « traîtres à la patrie »³⁰. Le pouvoir semble convaincu que seuls « ses » sociaux-démocrates sont opposés à leur pouvoir et donc anti-allemands, tandis que les socialistes des autres pays seraient patriotes. Leur internationalisme est alors le pire de tout, et de toute façon un motif suffisant pour les exclure moralement et matériellement, par l'enfermement, l'expulsion et l'interdiction de séjour, de la communauté nationale. Le militant, venu d'ailleurs pour séduire et tromper les ouvriers à ses propres fins, inavouables, est réellement traité en étranger par le pouvoir. Le fameux « *Vaterlandslose Gesellen* » (« les compagnons sans-patrie ») dont les

27. Adelheid POPP, *La jeunesse d'une ouvrière*, Paris, 1979, p. 112.

28. Anecdote citée dans K.-L. GÜNSCHE et K. LANTERMANN, *op. cit.*, p. 22.

29. Discours du 17 septembre 1878 du chancelier Bismarck au Reichstag, dans Horst KOHL (éd.), *Bismarckreden, 1847-1895*, Stuttgart, 1898, p. 208.

30. En allemand : *Vaterlandslose*, *Vaterlandsverräter*, *Reichsfeinde*, *Antinationale*. Pendant la guerre de 1870, même leurs camarades du parti lassallien se laissèrent aller à les diffamer ainsi.

socialistes se qualifiaient entre eux et dont ils étaient particulièrement fiers a été utilisé contre eux de manière infamante, jusqu'à devenir l'insulte qui sans doute leur resta le plus durablement.

Fin 1878, plusieurs grandes villes dont Berlin, Hambourg et Leipzig décrètent l'état de siège, une possibilité offerte par la loi d'exception. Des centaines d'hommes, souvent pères de famille, ont quelques heures pour faire leur valise et quitter la ville. Mais en se répétant, ces expulsions provoquent un retournement de l'opinion : de meurtriers, les sociaux-démocrates deviennent des victimes de l'arbitraire ; la violence de la répression donne naissance à un sentiment de solidarité. L'organisation renaîtra alors en partie de la nécessité de faire face, ne serait-ce que pour trouver des moyens d'existence pour les familles des expulsés. Ensuite, les socialistes découvrent progressivement que les lois répressives ont leurs failles et se laissent parfois contourner. Chaque occasion, fête publique, discours au parlement ou même les procès, sont mis à profit pour faire l'apologie du socialisme. Le principal dirigeant du parti August Bebel retournait ainsi les procès qui lui étaient intentés en actes d'accusation contre un ordre social injuste. Artisan tourneur, il fut au départ le seul élu de sa condition au Reichstag ; entouré de tant de députés hostiles, il semblait tranquillement s'adresser, par-dessus leur tête, à des milliers d'électeurs, comme s'il les avait sous les yeux et que cela le remplissait d'assurance. Il déclarait juste avant l'adoption de la loi antisocialiste : « Vous ne pourriez nous rendre meilleur service qu'en votant cette loi, car des milliers et des dizaines de milliers de gens qui aujourd'hui ne sont pas encore sociaux-démocrates, le deviendront alors certainement. » La constance et la détermination des socialistes leur vaudront un regain d'hostilité de la part des dirigeants, mais aussi considération et respect dans la population, y compris au-delà du milieu qu'ils influencent politiquement. Peu à peu, les difficultés forgent une génération nombreuse en opposition irréductible à l'État. Puisqu'ils sont traités en ennemis, ils vont le devenir vraiment.

En tant qu'apatrides et ennemis, les socialistes doivent être exclus des entreprises, des associations, des auberges ou restaurants, en un mot de toute la vie sociale. Cette marque d'infamie, leurs adversaires la leur feront porter longtemps encore. Même lorsque le SPD sera rentré

dans le rang, avec le vote des crédits de guerre en 1914, puis le soutien à la politique belliciste pratiquement jusqu'à la fin de la guerre, la droite extrême n'en continuera pas moins, imperturbablement, d'utiliser ce mot de « traîtres à la patrie » contre les socialistes. Tandis que la social-démocratie s'efforçait d'effacer son péché originel, se montrant toujours plus patriote et responsable vis-à-vis de l'ordre, les milieux réactionnaires et l'appareil militaire continuaient dans la voie de la diabolisation jusqu'après la première guerre mondiale, voire jusqu'à l'arrivée des nazis au pouvoir, reprenant en particulier la légende du « coup de poignard dans le dos » qui aurait causé la défaite allemande. À l'image des pétroleuses de 1871, l'amoureuse des lettres et de la vie qu'était Rosa Luxemburg resta « Rosa la sanguinaire ».